



Vous souffrez à cause de la mobilité ? La DRH vous conseille : « démissionnez » !

Le principe de mobilité hors de Paris fait partie de l'ADN de l'agence et constitue une richesse incontestable qui nous différencie de nos confrères. Les salariés, notamment les journalistes, y sont très attachés.

Malheureusement, les conditions permettant une mobilité géographique relativement sereine n'ont fait que se dégrader ces dernières années.

A la [réduction dramatique](#) de postes disponibles dans le réseau pour un statut siège - un processus qui va encore s'accélérer pour l'étranger dans le cadre des économies drastiques annoncées par la direction - s'ajoute un pouvoir d'achat qui ne cesse de se réduire.

L'abaissement de l'accompagnement des salariés à la mobilité se conjugue avec un coût de la vie qui s'est envolé, notamment la flambée des loyers également en province, et des salaires qui stagnent.

Une situation dont les journalistes ne sont aucunement responsables et on leur demande encore une fois de payer les pots cassés.

Lors d'une réunion fin novembre consacrée aux questions des salariés des sept bureaux régionaux de France (« RIC Province »), leurs représentants ont unanimement rappelé que cette obligation à quitter son poste tous les 5 ans maximum signifie désormais souvent des **sacrifices personnels et familiaux** déjà consentis : déménagements, ruptures sociales, conjoints devant abandonner leur emploi sans aucune certitude d'en retrouver un et quand c'est le cas, il doit à nouveau y renoncer, enfants déracinés.

Et tout cela pour des salaires qui ne permettent plus de se reloger facilement à Paris et dans toutes les grandes villes. Surtout quand un seul des deux partenaires garde son emploi.

Face à des demandes légitimes de **souplesse** (prolongation d'une 6e année, télétravail depuis les bureaux régionaux, maintien temporaire du poste sur place, prolongation du temps de la mobilité, délocalisation de postes de rubricards en région...), la réponse de la DRH a été glaçante et limpide : « **Démissionnez** ».

Cette attitude est **inacceptable**. Elle révèle un mépris profond pour notre métier et pour les réalités que vivent les journalistes. Nous ne vivons définitivement pas dans le même monde :

- **Une apparente déconnexion** : au-delà de l'attachement profond des salariés à l'agence, se résoudre à la quitter reviendrait souvent à dire adieu à une vocation. Dans les RH, il est peut-être facile de passer d'une entreprise à une autre. Pour les journalistes, confrontés à un secteur en crise, même en tentant de traverser à plusieurs reprises la rue, c'est une autre affaire.

- **Une insulte aux salariés** : est-ce ainsi qu'on valorise des personnes qui ne comptent pas leurs heures et enchaînent les permanences du soir et des week-ends ? Des salariés, et ils sont nombreux à l'AFP, dont la conscience professionnelle au quotidien se double d'un supplément d'âme car ils ont foi en l'agence et en leur métier ?

Alors que le malaise est grandissant, particulièrement dans un contexte anxiogène d'économies à réaliser, de dizaines de suppressions de postes programmées, d'autres gelés, une expatriation réduite à peau de chagrin ou encore des dizaines de cas de souffrance remontées à l'inspection du travail, peut-être existe-t-il une voie médiane entre « ne changeons rien » et le « démissionnez » ?

La CGT dénonce cette posture qui nie **la souffrance et le malaise grandissant notamment dans les bureaux régionaux** mais aussi ailleurs dans le réseau et exige :

1. **Une vraie souplesse** dans les mobilités avec notamment une réforme du modèle 3+2 ans, une souplesse accrue dans le télétravail, un télétravail regroupé pour limiter les allers-retours au siège à Paris
2. La création de **postes de rubricards en région**
3. **Un respect des engagements du calendrier de** mobilité avec affichage anticipé des postes
4. **Un accompagnement renforcé** pour les familles en mobilité

Les temps ont changé, la société a évolué, [pas nos salaires](#). Et l'équilibre vie privée/professionnelle n'est pas une option, c'est une nécessité.

Et puisque lors de cette même réunion la direction a expliqué qu'il n'y a qu'un seul poste en balance hors Paris dans le cadre du plan de réorganisation/d'économies (sans préciser lequel mais la piste de la suppression d'un poste de directeur en région est évoquée), la CGT demande **le maintien et le renforcement du maillage régional**, plutôt que des économies bancales comme la mutualisation entre bureaux (Toulouse-Bordeaux aujourd'hui, quoi demain ?).

Ce renforcement est cohérent avec les nouvelles consignes éditoriales : plus de terrain, plus de sources. Et il devient possible puisque, comme l'a dit le PDG au CSE du 28 novembre, les économies à réaliser en 2026 seront deux fois moindres que prévu (5 à 7 millions au lieu des 10 à 12 annoncés en juin).

Chers collègues de la direction, proposez aux salariés un horizon meilleur qu'une simple et simpliste « démission » ... et cessez de les considérer comme la seule variable d'ajustement.

Lundi 1er décembre 2025

La CGT toutes catégories de l'AFP